

L'ITALIE DU MOUVEMENT CINQ ÉTOILES (M5S) ET DE LA LIGUE DU NORD.

Note du ML: l'article suivant, écrit par un camarade italien, se veut dans un premier temps exclusivement descriptif de la situation italienne, suite à quoi pourront paraître d'autres articles proposant des analyses critiques de ce qui s'y produit. Il nous semblait néanmoins nécessaire de commencer à parler de ce qui se passe en Italie en ayant le contexte bien posé.

Le nouveau gouvernement italien est soutenu par deux forces politiques: le «M5S» et la «Lega». Comment sont-ils arrivés là? Qui sont-ils et comment ont-ils été élus?

Les élections

Pour répondre à toutes ces questions, il faut faire un pas en arrière. Les élections du 4 mars dernier n'ont pas connu de gagnant clair. Aucun des participants n'a atteint la majorité pour gouverner seul. Une première coalition arrive en tête, celle du centre-droit, composée par la «Lega», «Forza Italia» (le parti du Berlusconi), «Fratelli d'Italia» (parti héritier d'une alliance nationale née à son tour du *Mouvement social italien* postfasciste). Mais le premier parti est le *Mouvement 5 Étoiles* (*), le parti fondé par le comédien Beppe Grillo et l'homme d'affaire Gianroberto Casaleggio, disparu. Un électeur sur trois a voté pour le «M5S». De son côté la gauche radicale du «LEU» (**) a été réduite à un score historiquement bas, à savoir 3%. Battu le «PD» (***) qui a gouverné pendant les cinq années précédentes, atteint lui 18%. Le Président de la République, qui doit pouvoir former un gouvernement, a exploré deux chemins: un accord entre «M5S» et centre-droit; un accord entre «M5S» et «PD». La première tentative s'est soldée par un échec suite au refus mutuel entre «M5S» et «Forza-Italia». La seconde n'a même pas été explorée car Matteo Renzi a opposé un veto à ce rapprochement.

Face à cette situation apparemment sans solution, le Président a suggéré la mise en place d'un gouvernement technocratique, en proposant la nomination de Carlo Cottarelli, ancien commissaire de la Commission d'examen des dépenses. Alors que toutes les forces politiques ont annoncé leur refus de soutenir le gouvernement Cottarelli, les dirigeants de la *Lega* et du *M5S*, Matteo Salvini et Luigi Di Maio, se sont rencontrés pour discuter d'une alliance en vue de la formation d'un gouvernement commun. Ils se mettent d'accord sur un troisième nom, Giuseppe Conte, un professeur d'université débutant en politique, qui occupera le poste de Président du Conseil.

Le dernier obstacle à la naissance du gouvernement est la proposition du professeur Paolo Savona en tant que ministre de l'économie. Le président de la République Mattarella a exercé son droit de veto sur ce nom en rejetant la proposition du gouvernement Conte. Paolo Savona avait déjà été ministre en Italie, mais le refus de Mattarella est né des positions que Savona a pris envers l'Euro ces dernières années, où il a développé des idées pour un plan de sortie de la monnaie unique. Le refus de Mattarella a provoqué plusieurs jours de confrontation politique et institutionnelle. Le «PD» a annoncé une manifestation de soutien au président Mattarella. De son côté le «M5S» a organisé une manifestation contre Mattarella, le menaçant d'accusation (l'équivalent de l'*impeachment* américain où la chambre législative peut destituer un Président). La situation est résolue par Salvini, le leader de la «Lega», qui propose à Di Maio de chercher un autre nom à la place de Savona, pour sortir de la crise. Un nom moins dangereux est ainsi ajouté à l'économie et le

(*) *Mouvement 5 Étoiles*, *Movimento 5 Stelle*, d'où «M5S». (Note A.M.).

(**) *Liberi e Uguali*, *Libres et Égaux*, coalition fusionnelle «éco-socialiste». (Note A.M.).

(***) *Partito democratico*, *Parti démocratique*, issu de réunion con-fusionnelle des vestiges de la *Démocratie chrétienne* et du *Parti communiste*. (Note A.M.).

gouvernement obtient l'accord du Président de la République. Au Parlement, le gouvernement gagne sa confiance grâce aux votes de la «Lega» et du «M5S». Les figures clés de ce nouveau gouvernement sont les deux vice-présidents: Salvini, ministre de l'Intérieur et Di Maio, ministre du Travail et du Développement économique.

Mais qui sont la «Lega»? Le «M5S»? Commençons par la «Lega». La «Lega Nord» est créée dans les années 80 (actuellement c'est le plus vieux parti politique d'Italie). Depuis presque trente ans, il s'est présenté comme un parti territorial, dont la mission est l'indépendance, l'autonomie ou la sécession de «la Padania» (terme utilisé pour désigner les régions du nord de l'Italie). Il est à la tête de deux des régions les plus riches d'Italie, la Vénétie et la Lombardie. A l'époque de Berlusconi il a obtenu plusieurs ministères dans ses gouvernements et a déjà eu ses propres hommes dans des postes clés (par exemple Maroni en tant que ministre de l'Intérieur). Le secrétaire historique Umberto Bossi a été contraint de démissionner en 2012 en raison d'un scandale lié à l'utilisation à des fins privées de fonds publics pour son parti. Après cet épisode, la *Ligue* connaît une perte constante de soutiens. Après une courte gestion de Maroni, le parti s'appuie sur Salvini. Salvini décide de porter le parti au Sud, et non plus seulement dans les régions riches de l'Italie. D'abord avec un mouvement appelé «*Noi con Salvini*» (*Nous avec Salvini*), l'année dernière éliminant le mot *Nord* du nom du parti. Progressivement, les thèmes régionaux ont été abandonnés et l'accent a été mis sur les questions nationales: immigration irrégulière, sécurité, autodéfense, retraites (contre la réforme «*Fornero*» lancée par le gouvernement technique de Monti). Le slogan, emprunté à celui de Trump, est «*Les italiens d'abord!*». Sur cette base, Salvini s'est rapproché - en Europe et en dehors de l'Europe - de plusieurs représentants de la nouvelle extrême-droite: Le Pen, Orban, Trump, Poutine. Ce programme politique lui a permis d'atteindre un double objectif: faire de la *Lega* le premier parti de la coalition de centre-droit (passant de 4 à 17% en cinq ans) et s'introduire dans le centre et le sud de l'Italie.

Le «M5S». Le «*Mouvement cinq étoiles*» est né à l'initiative de l'humoriste Beppe Grillo et de l'entrepreneur informatique Gianroberto Casaleggio. Le «M5S» ne se définit pas comme un parti et il oppose à la démocratie des partis une démocratie directe qui a sa place d'expression sur le *Web*. Le mouvement ne se définit ni à droite ni à gauche, il est «*post-idéologique*». Une forte accusation de protestation contre les partis a en effet brisé la bipolarité entre le parti de centre-droit dirigé par Berlusconi, «*Il Popolo della libertà*», et le parti de centre-gauche, «*Il Partito democratico*», ce qui fait du mouvement une forme d'ovni politique, rappelant sans doute les mutations nouvelles du *Front National* en France. Pourtant le mouvement a des thèmes récurrents: les questions environnementales (eau, énergies renouvelables, opposition aux grands travaux), la lutte contre la corruption et les conflits d'intérêts, la réduction des coûts de la politique et les priviléges des politiciens. Des positionnements qui apparaissent de prime abord «*de gauche*». Lors des différentes élections de 2009 à 2018, le «M5S» a conquis des positions importantes. Il a d'abord été en mesure d'élire des maires dans des municipalités de taille moyenne comme Parme. Puis aux élections de 2013 le mouvement est la première force politique d'Italie. La coalition gagnante était alors celle du centre gauche, mais elle n'avait pas assez de voix pour gouverner. Bersani, le chef de la coalition de centre-gauche, a proposé au «M5S» de rechercher un accord pour la formation du gouvernement, ce que le mouvement a refusé. Au cours de ces cinq dernières années, le «M5S» a continué à obtenir de bons résultats aux élections locales (obtenant également l'élection du maire de Rome et de celui de Turin), jusqu'à 32% pour les dernières élections. Il est désormais de loin le plus grand parti au Parlement.

Comment cet accord entre «M5S» et «Lega» est-il possible?

Tout d'abord, et c'est un cas unique dans l'histoire de l'Italie, le gouvernement est lié à un programme, un contrat fixé entre les deux mouvements. Ce n'est donc pas un programme électoral, mais un programme post-électoral qui lie le programme du gouvernement. A quoi ressemble-t-il? C'est en fait un mélange étrange. Sur les questions socio-économiques, c'est un programme que nous pourrions définir de gauche: une révision du système d'allocations de chômage (ils l'appellent revenu de la citoyenneté), révision du mécanisme de retraite, augmentation des retraites, attention aux formes non traditionnelles de travail. Sur l'Europe le contrat est plus souple que la version initiale, mais en tous cas il semble prendre le plus important des thèmes sur la table pour l'Italie: la gestion des débarquements. La partie du programme relative à ce thème et à la justice est bien plus droitière: «M5S» et «Lega» partagent l'idée qu'il faut plus de sécurité, des peines plus dures sans mesures alternatives (bracelet électronique, résidences surveillées, réinsertion par le travail public), et avec des procès plus courts et plus rapides.

Comment se présentent ces premières semaines de gouvernement?

La *Lega* semble dicter la ligne politique. Salvini a immédiatement acquis une grande visibilité et un grand

écho médiatique, grâce à son statut de ministre de l'Intérieur. Le casus belli était l'histoire de l'*Aquarius*, un navire d'une ONG qui avait sauvé environ 600 migrants dans les eaux libyennes. Comme le navire se trouvait près de Malte, l'Italie a demandé que ce soit ce pays qui permette au navire d'amarrer. Malte a refusé cette autorisation. A ce moment, Salvini envoya même des patrouilleurs navals avec des médecins prêts à intervenir en cas d'urgence, et il a fermé les ports italiens au navire. Un vrai bras de fer avec l'Europe s'inaugure sur ce bateau. Au centre de ces débats, 600 migrants. L'objectif politique de Salvini est clair: théâtraliser devant le public européen la situation dans laquelle se trouve l'Italie (avec la Grèce). Le bras de fer est entièrement gagné par Salvini. En fin de compte, le navire *Aquarius* a été accueilli par l'Espagne du Premier ministre Sanchez. En Europe, un front semble s'être ouvert sur cette question. Merkel et Macron (bien que pendant la crise, ce dernier s'est exprimé très durement contre Salvini et le gouvernement italien) sont maintenant ouverts à une discussion sur cette question. Naturellement au centre de tout cela il y a la révision du *Traité de Dublin*, le *Dublin 4*, qui, dans sa formulation originale, bien que partageant plus équitablement la charge des migrants entre les pays européens, a rendu le fardeau des pays les plus exposés encore plus lourd: Italie, Grèce, Chypre et Malte. On peut ainsi dire que la situation de crise connue par l'Italie, et donc la hausse des partis d'extrême droite, est aussi l'effet de politiques européennes institutionnelles.

Après la conclusion de l'affaire *Aquarius*, Salvini a fait un rapport au gouvernement avec un discours très dur. Il développe dans celui-ci d'une part le rôle positif de l'Italie qui a garanti selon lui des conditions de sécurité aux passagers du navire, d'autre part il a fortement réitéré le rôle de spectateur indifférent de l'Europe. Il a parlé d'un business d'immigration à vaincre. Encore plus récemment, il y a quelques jours, une autre polémique provenant du ministre de l'Intérieur, cette fois ci concernant les «*Roms*», a éclaté. Salvini a lancé l'idée d'un recensement des «*Roms*» présents en Italie. Ces demandes ne sont pas nouvelles: des recensements de camps de gens du voyage ont déjà été conduits dans le passé à la fois à Milan et en Émilie-Romagne.

Comment cataloguer ce gouvernement? Cette rencontre entre deux mouvements politiques différents? Qu'ont-ils en commun? S'il est vrai que géographiquement ils ne coïncident pas, parce que la «*Lega*» se définit comme de droite alors que le «*M5S*» rejette les catégories de droite et de gauche, ils se mettent tous deux du côté des gens contre les élites. Des élites qui comprennent à la fois des intellectuels, des financiers, des politiciens, des lobbies internationaux. Les deux partis ont en commun la haine et la répulsion envers la culture chrétienne-démocrate également. Cela se comprend lorsque l'on sait que la démocratie chrétienne a été pendant près de cinquante ans le souverain incontesté de la politique italienne. Sous la soi-disant *Deuxième République* ce mouvement démocrate-chrétien, même s'il n'existe plus comme parti, est demeuré un mouvement central de la politique italienne. Son but était de trouver un compromis à tout prix en éliminant ainsi les extrêmes de l'échiquier politique. Toutes ces caractéristiques, qui définissent la culture chrétienne-démocrate, ont disparu (avec ses hommes absents pour la première fois dans le gouvernement du pays) avec le gouvernement «*Lega-M5S*».

Alors que nous assistons à l'hostilité presque totale des grands médias (tous les grands réseaux de télévision - les trois publics, les trois appartenant à la famille Berlusconi, l'indépendant *La 7* - sont définitivement contre le gouvernement; contre le gouvernement aussi le groupe RCS du *Corriere della Sera* et plus encore celui de la famille De Benedetti *L'Espresso / Repubblica*), le soutien de la population a même augmenté par rapport aux données des sondages. Si le «*M5S*» perd un peu de soutien (selon les derniers sondages, 29% contre 32% dans les sondages), la *Ligue* passe elle de 17% à 29% des intentions de vote. On peut résumer cela de la manière suivante:

1- La «*Lega*», s'est imposée comme le premier parti, il prend ainsi des voix à ses anciens alliés politiques et la prochaine étape est certainement la prise de pouvoir sur son propre allié gouvernemental.

2- Le «*PD*», parti démocrate, qui a gouverné pendant longtemps, a connu une hémorragie de votes impressionnante. Le parti ne semble pas pouvoir se remettre sur pieds malgré les semaines de conflits ouverts pour le nouveau gouvernement.

3- Le «*M5S*», établi en tant que premier parti, perd une part de soutien faible mais significative. Cette baisse de soutien émane probablement de la partie la plus à gauche de son électorat. Cela ne revient pas à un retour vers le PD, mais plutôt à de l'abstentionnisme.

Une classe moyenne appauvrie, une croissance de la population en difficulté (travailleurs, chômeurs, retraités) a vu dans les actions de l'ancien gouvernement de centre-gauche une trahison définitive de leurs revendications. Aujourd'hui, ils voient dans ce nouveau gouvernement au moins une réponse à certains

de leurs besoins: le contrôle des quartiers, la solution de la dégradation de certaines zones urbaines avec une forte présence étrangère, des aides pour les chômeurs. Si le gouvernement actuel réussit à prendre certaines mesures en ce sens, il sera difficile pour une gauche, lointaine sur les questions économiques et sociales, fortement influencée par l'idéologie sans frontières et très centrée sur les droits civils, de retrouver l'électorat perdu.

Alessandro PORCELLUZZI.
